

**ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'AIDE A DOMICILE
(A.C.A.D.)**

Siège Social : 109 Rue de Breteuil

13006 Marseille

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

COMITE D'ACTION SOCIALE ISRAELITE DE MARSEILLE (CASIM)

Siège Social : 109 Rue de Breteuil
13006 Marseille

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons notre rapport sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2024 selon le sommaire suivant.

1 – Opinion sur les comptes annuels	3
2 – Fondement de l’opinion	3
2.1 – Référentiel d’audit	3
2.2 – Indépendance	3
3 – Justification des appréciations	3
4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du conseil d’administration.....	4
5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels.....	4
6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels	5

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Communautaire d'Aide à Domicile (A.C.A.D.) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous indiquons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les créances, la trésorerie, les immobilisations, les subventions d'exploitation et d'investissement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres du conseil d'administration

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le bureau et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille, le 3 juin 2025

AUDITUM
Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence – Bastia

Guillaume Aboulker



AUDITUM
Commissariat aux comptes
523, rue Paradis - Bat D
13008 Marseille . France
SAS au capital de 5000 €
Siret 790 950 950 00028

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	7 831	7 831				
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	248 185		248 185		248 185	
	Constructions	2 233 661	36 007	2 197 654		2 197 654	
	Installations techniques Matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	264 522	145 988	118 534	69 352	49 182	70.92
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	10 001		10 001		10 001	
	Prêts	72 815		72 815	63 903	8 912	13.95
	Autres immobilisations financières						
Total I		2 837 014	189 826	2 647 188	133 256	2 513 932	NS
	Comptes de liaison Total II						
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	1 055 357	36 970	1 018 387	1 131 151	112 764	9.97
	Autres créances	495 117		495 117	573 015	77 898	13.59
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	86 400		86 400	252 145	165 745	65.73
	Charges constatées d'avance (3)	7 056		7 056	13 881	6 826	49.17
	Total III	1 643 929	36 970	1 606 960	1 970 193	363 233	18.44
Comptes de Régularisation	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		4 480 944	226 796	4 254 148	2 103 448	2 150 699	102.25

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024	12	Exercice N-1 31/12/2023	12	Ecart N / N-1	
		Euros				%	
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres						
	Fonds associatifs sans droit de reprise						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau						
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	9 987		152 877		142 890	93.47
	Autres fonds associatifs						
	Fonds associatifs avec droit de reprise :						
	Apports						
	Legs et donations						
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	794 502		641 626		152 877	23.83
	Ecarts de réévaluation						
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables						
	Provisions réglementées						
	Droit des propriétaires						
	Total I	804 489		794 502		9 987	1.26
	Comptes de liaison						
	Total II						
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	107 046		38 878		68 167	175.33
	Fonds dédiés sur autres ressources						
	Total III	107 046		38 878		68 167	175.33
DETTES (1)	Emprunts obligataires						
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	2 209 465		117 847		2 091 619	NS
	Emprunts et dettes financières divers	346 387		458 110		111 723	24.39
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 391		31 710		5 319	16.78
	Dettes fiscales et sociales	717 175		597 644		119 531	20.00
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	43 195		64 757		21 562	33.30
	Instruments de trésorerie						
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance						
	Total IV	3 342 613		1 270 068		2 072 545	163.18
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 254 148		2 103 448		2 150 699	102.25

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

3 342 613 1 270 068

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et Services	3 465 544	3 282 087	183 457	5.59
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	51 000	51 000		
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	25 580	20 618	4 962	24.07
Collectes				
Cotisations				
Autres produits	822 750	766 230	56 521	7.38
Total I	4 364 874	4 119 934	244 940	5.95
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	201 270	208 447	7 177	3.44
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	579 840	719 195	139 355	19.38
Impôts, taxes et versements assimilés	224 818	207 034	17 784	8.59
Salaires et traitements	2 631 644	2 382 321	249 323	10.47
Charges sociales	580 680	568 543	12 137	2.13
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	73 411	16 253	57 158	351.68
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions	3 619	35 353	31 735	89.76
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)	3	10 613	10 610	99.97
Total II	4 295 284	4 147 759	147 525	3.56
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	69 590	27 825	97 415	350.10
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	2 058	2 113	55	2.58
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	2 058	2 113	55	2.58
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	28 779	1 018	27 761	NS
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	28 779	1 018	27 761	NS
2. Résultat financier (V-VI)	26 721	1 095	27 816	NS
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	42 869	26 730	69 599	260.37
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49 491	122 526	73 036	59.61
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total VII	49 491	122 526	73 036	59.61
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	35 532	62 475	98 007	156.87
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
Total VIII	35 532	62 475	98 007	156.87
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	13 958	185 001	171 043	92.46
Impôts sur les bénéfices (IX)				
Total des produits (I+III+V+VII)	4 416 423	4 244 573	171 849	4.05
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	4 359 596	4 086 302	273 294	6.69
Solde intermédiaire	56 827	158 271	101 444	64.10
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	2 410	2 106	304	14.44
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	49 250	7 500	41 750	556.67
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	9 987	152 877	142 890	93.47

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	X
Evènements significatifs postérieurs à la clôture	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	X
Permanence ou changement de méthodes	X
Informations générales complémentaires	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Tableau de variation des fonds propres	X
Tableau de variation des fonds dédiés	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Composition du capital social	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des amortissements	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Dépréciation des créances	X
Evaluation des valeurs mobilières de placement	X
Produits à recevoir	X
Détail des produits à recevoir	X
Charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Engagement en matière de pensions et retraites	X
- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	
Produits et charges exceptionnels	X

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 4 254 147.70 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 4 386 201 Euros et dégageant un excédent de 9 986.61 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'ACAD est devenue propriétaire de ses propres locaux en août 2024 au 7, Rue d'Italie 13006 Marseille.

L'ACAD est également devenue propriétaire d'un immeuble au 4, Boulevard de Louvain 13008 Marseille afin de pouvoir réaliser un projet d'habitat partagé pour diversifier son offre de service. Ce projet verra le jour au 1^{er} janvier 2026 et pourra accueillir 9 habitants.

Le SAAD

L'organisme gestionnaire a été sélectionné dans le cadre de l'appel à candidatures 2022 organisé par le Département en vue d'attribuer une dotation complémentaire aux services autonomie à domicile - aide (Sad aide) permettant de mettre en œuvre des actions améliorant la qualité du service rendu aux bénéficiaires.

Le démarrage de ce CPOM a démarré en décembre 2023. Nous avons le recul sur une année pleine en 2024.

Plusieurs actions ont été retenues avec thématiques différentes :

1. Axe l'amplitude horaire élargie :

Objectifs

Amplitude horaire élargi, week-ends et jours fériés

Actions

Majorer de 30 % les heures réalisées les samedis ainsi que les heures de semaine sur les créneaux de 7h à 8h et de 19h à 21h

2. Axe sur le territoire du Frioul

Action 1:

une permanence de Responsable de secteurs pour informer les bénéficiaires de leurs droits APA et PCH

Méthodologie de calcul, calendrier et indicateurs

-permanence d'une responsable de secteur dans les bureaux du CIQ (mise à disposition gratuite)

-Indicateurs : nombre de permanence tenues, les justificatifs de transports

-plan de communication stratégique, attestation permanence

CIQ

Action 2 :

Un volume d'intervention permettant la mutualisation

Méthodologie de calcul : Forfait transport aide à domicile + prime mensuelle de 30 € pour 4

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

intervenants à 1,3 ETP

Indicateurs : feuilles d'émargement du temps de présence des intervenants, les justificatifs de transports, télépointage

3. Qualité de vie au travail

Objectifs

Améliorer la qualité de vie au travail des intervenantes

Action 1: Créer un poste de référent RPS afin de prévenir les risques et mener une politique de bien-être et qualité

Action 2: Mettre en place des formations et du temps de tutorat pour les nouveaux salariés

Action 3: Des réunions collectives au service de l'accompagnement professionnel

Action 4 : Un mi-temps de Psychologue pour accompagner les professionnels

Action 5: Attractivité du bassin de l'emploi, Permanence de responsable de secteur dans un centre social de chaque arrondissement de la ville de Marseille

L'ACAD a donc concrètement démarré ces actions sur l'année 2024 même si l'association a rencontré des difficultés de mise en route sur certaines actions notamment sur l'occupation de notre présence sur l'île du Frioul. Certaines actions ont été surévaluées et d'autres ont été sous-évaluées. Il est possible de manière générale, d'évaluer sur une année pleine et ainsi effectuer les réajustements sur l'année 2025.

Il a été conclu par accord d'entreprise les actions qui ont été validées par le CSE en novembre 2023. D'un constat général après une année pleine de mise en route, nous pouvons affirmer, même si le démarrage de ces actions a été timide, cela représente une réelle plus-value pour l'association tant sur la qualité de vie des salariées que sur la qualité du service apporté aux usagers.

L'activité sur le SAAD

Progression globale de l'activité :

Sur les trois années analysées, l'activité globale du SAAD est en nette progression :

+7,8% entre 2023 et 2024,

Passant de 108 079 heures en 2022 à 137 551 heures en 2024.

Cette croissance est principalement portée par le Service Prestataire, qui connaît une dynamique positive

ACTIVITE	2022	2023	2024	VARIATION N/N-1
HEURES service PRESTATAIRE				
-PEC financées par le CD				
CD APA + AIDE SOCIALE	51 148	53 077	48 388	-9%
CD PCH	7 816	9 639	16 626	+74%
Heures atypiques	383	4 569		
TOTAL CD	5 8964	63 099	69 583	+10%
-PEC autres financeurs :				
Autres caisses de retraite	408	73	41	-43 %
CARSAT	1 384	1 093	1 335	+22 %
Mutuelles	113	47	30	-36 %
Plein tarif	3 914	3 267	3 156	-3.3 %
CASIM (Claims Conference)	30 296	45 435	54 205	19 %
Total autres financeurs	36 115	49 915	58 767	17.73 %
TOTAL Service PRESTATAIRE	95 079	113 014	128 351	+13 %
TOTAL Service MANDATAIRE	13 000	14 562	14 281	-1.9 %
TOTAL SAAD	108 079	127 576	137 551	+7.8 %

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Le SSIAD

-Des financements rénovés avec la réforme de tarification 2023

Pour leurs activités de soins, les services reçoivent chaque année une dotation globale de financement versée par l'ARS. La réforme de la tarification des SSIAD est en cours. Son application est effective depuis le 1er janvier 2023 (selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat). Elle permettra de mieux prendre en compte les caractéristiques des personnes que le service accompagne. Ainsi, le mode d'allocation de ressources des services dispensant des prestations de soins devrait sensiblement évoluer en passant d'une dotation forfaitaire par place non modulée à une tarification tenant compte du besoin en soins et du niveau de perte d'autonomie des personnes accompagnées. Ce nouveau mode de tarification permettra de mieux financer les accompagnements des personnes dont l'état de santé et le niveau de dépendance nécessitent des passages au domicile plus fréquents et des soins plus importants.

Le chantier numérique " ma santé " un virage numérique

Dans le cadre de la grappe 1 du chantier numérique financé par l'ARS, L'ACAD a entrepris les démarches nécessaires pour être en conformité avec le dossier médical partagé. Toujours dans l'optique d'une sécurisation et d'une optimisation du parcours de soin des usagers, le SSIAD ACAD fait parti des pionniers dans la mise en place du DMP, de l'identité numérique et l'utilisation d'une messagerie sécurisée en partenariat avec l'ARS.

Ce projet d'envergure demande un engagement important du personnel soignant et administratif pour son installation.

Cette évolution tant sociale que légale pousse L'ACAD à repenser ses pratiques et lui permet de développer de nouveaux indicateurs garants de la qualité de la prise en charge.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le SSIAD

-A l'aube de la réforme sur les services à domicile sur 2025

La transition vers une nouvelle organisation qui se déroulera comme suit :

Les SAAD seront réputés autorisés comme services autonomie pour la durée de leur autorisation restant à courir. Ils n'auront pas à déposer de nouvelle demande d'autorisation. Ils disposeront d'un délai de deux ans à compter de la publication du décret d'application pour se mettre en conformité avec le cahier des charges. Les services autonomie ne dispensant que des prestations d'aide et d'accompagnement qui voudront dispenser du soin devront présenter une demande d'autorisation conjointe auprès de l'ARS et du conseil départemental à compter de la publication du cahier des charges. Cette extension d'activité pourra se faire par fusion avec un ou plusieurs SSIAD ou SPASAD ou suite à la création de places pour l'activité de soin.

Les SSIAD auront un délai de deux ans à compter de la publication du décret pour s'adjoindre une activité d'aide ou fusionner avec un SAAD et demander une autorisation comme services autonomie auprès de l'ARS et du conseil départemental.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

L'effectif moyen sur l'exercice 2024 est de 95,65 personnes ETP.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 831		
TOTAL			
Terrains			248 185
Constructions sur sol propre			2 233 661
Installations générales agencements aménagements divers	12 335		17 428
Matériel de transport	93 303		67 730
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	72 299		1 428
TOTAL	177 937		2 568 431
Autres titres immobilisés			10 001
Prêts, autres immobilisations financières	63 903		8 912
TOTAL	63 903		18 913
TOTAL GENERAL	249 671		2 587 344

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			7 831	7 831
TOTAL				
Terrains			248 185	248 185
Constructions sur sol propre			2 233 661	2 233 661
Installations générales agencements aménagements divers		0	29 762	29 762
Matériel de transport		0	161 033	161 033
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			73 727	73 727
TOTAL		0	2 746 368	2 746 368
Autres titres immobilisés			10 001	10 001
Prêts, autres immobilisations financières			72 815	72 815
TOTAL			82 816	82 816
TOTAL GENERAL		0	2 837 014	2 837 014

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	7 831			7 831
TOTAL				
Constructions sur sol propre		36 007		36 007
Installations générales agencements aménagements divers	10 283	1 699	0	11 982
Matériel de transport	59 152	21 886	0	81 038
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	39 149	13 819	0	52 968
TOTAL	108 585	73 411	0	181 995
TOTAL GENERAL	116 415	73 411	0	189 826

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	36 007				
Instal.générales agenc.aménag.divers	1 699				
Matériel de transport	21 886				
Matériel de bureau informatique mobilier	13 819				
TOTAL	73 411				
TOTAL GENERAL	73 411				

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	641 626	152 877		0	794 502
Excédent ou déficit de l'exercice	152 877	152 877-	9 987	0-	9 987
Situation nette	794 502	9 987		0	804 489
TOTAL I	794 502		9 987	0	804 489

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 43 I-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	38 879	38 879	2 410		70 577	107 046	107 046
AUTOTEST	602	602				602	602
SOUTIEN A L'INVESTISSEME	25 672	25 672	2 410			23 262	23 262
CNR	881	881				881	881
TEST COVID	924	924				924	924
SOUTIEN EHPAD	3 300	3 300				3 300	3 300
ARS QVT SSIAD 2023	7 500	7 500				7 500	7 500
ARS CNR MAT FORM SSIAD24					49 250	49 250	49 250
CPOM AXE 4 AMPLITUDES					9 009	9 009	9 009
CPOM AXE QVT					12 318	12 318	12 318
TOTAL	38 879	38 879	2 410		70 577	107 046	107 046

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	35 353	3 619	2 002		36 970
TOTAL	35 353	3 619	2 002		36 970
TOTAL GENERAL	35 353	3 619	2 002		36 970
Dont dotations et reprises d'exploitation		74 196	2 002		

Provision à 100% sur les créances clients supérieures à 1 ans et pour les autres à 20%.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	72 815	72 815	
Clients douteux ou litigieux	36 970	36 970	
Autres créances clients	1 018 387	1 018 387	
Personnel et comptes rattachés	17 843	17 843	
Divers état et autres collectivités publiques	10 000	10 000	
Groupe et associés	395 086	395 086	
Débiteurs divers	72 188	72 188	
Charges constatées d'avance	7 056	7 056	
TOTAL	1 630 345	1 630 345	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	8 912		

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	2 131 741	43 960	333 100	1 754 681
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	77 724	40 416	37 308	
Fournisseurs et comptes rattachés	26 391	26 391		
Personnel et comptes rattachés	353 572	353 572		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	198 016	198 016		
Autres impôts taxes et assimilés	165 587	165 587		
Groupe et associés	346 387	346 387		
Autres dettes	43 195	43 195		
TOTAL	3 342 613	1 217 524	370 408	1 754 681
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 180 831			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	93 003			

Suite à la signature d'une convention de compensation de dettes et créances entre le CASIM et l'ACAD, l'ACAD se retrouve avec une créances sur le CASIM s'élevant à 395 086 € et l'ACAD à une dette envers le CASIM de 346 387 €.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Variation des fonds propres

La variation des fonds propres est la résultante de l'affectation du résultat de l'exercice précédent.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	86 165
Total	86 165

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Détail des produits à recevoir

	Montant
PAR MANDATAIRES	5 506
SUBVENTION FMS 704 PSY 2024	10 000
CARSAT 12/24 HEURES MENAGES A RECEVOIR	311
AVENANT 43 A RECEVOIR 2024	68 983
UNIFORMATION A RECEVOIR 2024	1 365
Total	86 165

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 641
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 800
Dettes fiscales et sociales	337 586
Autres dettes	461
Total	349 489

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés correspondent aux factures non parvenues

Les dettes fiscales concernent les provisions pour congés à payer.

Les autres dettes sont composées des honoraires psychologue STEALS et LA POSTE 2024.

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	7 056
Total	7 056

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- PENALITES AMENDES	2 228	6712
- CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR	33 074	672
Total	35 302	

Le 07/05/2024
Marie-Hélène LONDNER